

Les subsides

l'Agriculture, qu'il soulève donc la question à cet endroit et l'on verra quelle est la réaction.

M. Foster: Madame la Présidente, les propos du député m'ont beaucoup intéressé. A son avis, devrait-on fournir de l'aide aux agriculteurs afin que leurs recettes de la nouvelle campagne qui commence le 1^{er} août 1987 atteigne au moins le niveau de celles de 1986-1987? Pense-t-il, d'autre part, que le gouvernement devrait continuer à bloquer le tarif du transport des marchandises? Le Comité supérieur du transport du grain a recommandé qu'on le fasse passer de 6 \$ à 9 \$ la tonne. Est-il d'accord là-dessus, compte tenu de la réduction de 20 p. 100 des prix céréaliers prévue par le ministre de l'Agriculture (M. Wise) et les porte-parole du comité consultatif de la Commission canadienne du blé? Pourrait-il nous dire ce qu'il en pense?

M. Wilson (Swift Current—Maple Creek): Madame la Présidente, le député soulève deux questions. La première a trait aux niveaux de l'aide destinée aux agriculteurs pour la prochaine campagne agricole. Le ministre de l'Agriculture a déjà expliqué à la Chambre et ailleurs que les agriculteurs devraient éviter de prévoir leur production en fonction des critères généraux prévus par ces programmes céréaliers spéciaux. Il a également expliqué, comme le sait le député sans aucun doute, que les consultations se poursuivent entre le ministre et son collègue chargé de la Commission canadienne du blé, ainsi que les porte-parole de nombreuses associations agricoles, dans le but d'évaluer la situation et de décider des mesures opportunes à prendre pour l'année à venir. Je suis persuadé qu'ils en profiteront pour parler des cours mondiaux, des exportations des autres pays, des subventions accordées ailleurs, et des pressions exercées sur les milieux agricoles. Je puis assurer au député que le gouvernement continuera de proposer des solutions généreuses et compréhensives pour atténuer les difficultés des agriculteurs, surtout des céréaliers qui sont passablement touchés.

Quant à savoir si l'aide sera du genre proposé par le député dans sa question, soit un prix garanti à un niveau équivalent à celui de la campagne précédente ou à un autre niveau, je pense que cela reste à voir. Évidemment, d'aucuns diront que cette solution risque d'inciter à la culture du blé, par exemple, si le prix est artificiellement élevé. D'autres dans les milieux agricoles diront que ce n'est pas la solution idéale. Nous devrions éviter de provoquer maintenant pareils changements et plutôt encourager les agriculteurs en mettant en oeuvre des programmes qui tiennent compte des coûts de production et des taux d'intérêt. Il y a manifestement et littéralement des centaines et des centaines de propositions à l'étude. Je sais que les agriculteurs de ma circonscription en discutent partout, dans les cafés, les maisons et les salles publiques. Je crois aussi que ces discussions sont à l'échelle du pays. Nous savons que les programmes qui seront établis s'il y a lieu seront pertinents et tiendront compte des besoins des producteurs canadiens ainsi que de la capacité financière du gouvernement à y satisfaire.

Si je peux me pencher brièvement sur le second point, je crois que le député me demande si je préférerais voir bloquer

les tarifs du transport des marchandises. Je suis loin d'être un spécialiste des transports. Personnellement, je suis en faveur d'un blocage des tarifs. J'avais l'impression que ces tarifs avaient été établis au moyen d'une formule et d'une loi qui a été présentée il y a quelques années par le parti du député. Je crois qu'il est mieux en mesure que moi de répondre à cette question.

M. Clark (Brandon—Souris): Madame la Présidente, je tiens d'abord à féliciter le député pour une allocution très documentée et bien présentée. Nous sommes habitués à n'en attendre pas moins de lui. Au cours de ses observations, il a signalé très clairement et fort à propos que notre gouvernement a fait davantage pour les agriculteurs de l'Ouest que tout autre gouvernement dans un même laps de temps. Toutefois, à titre de Canadiens de l'Ouest, nous regrettons aussi de devoir dépendre tellement du secteur primaire. Il me semble, comme d'autres en conviendront je crois, que pour développer pleinement son potentiel, l'Ouest devra diversifier davantage son économie. Qu'en pense le député?

• (1750)

M. Wilson (Swift Current—Maple Creek): Madame la Présidente, la liste est longue, mais je vais m'efforcer d'être bref. Je crois que l'Ouest a déployé d'énormes efforts pour diversifier son économie. En réponse à la question de mon honorable ami, je voudrais citer deux ou trois points touchant la Saskatchewan. On est en train de construire à l'heure actuelle, dans la région de Prince-Albert, la deuxième plus grande papeterie au Canada, où 600 nouveaux emplois seront créés. Un accord de développement économique régional a été conclu entre la Saskatchewan et le gouvernement fédéral en vue d'investir une centaine de millions de dollars dans le domaine de l'irrigation des terres dans cette province. Le gouvernement du Canada a garanti de 250 à 300 millions de dollars de prêts en vue d'aider le nouveau projet de valorisation de Regina. C'est actuellement le plus grand projet de ce genre au Canada. Il permettra de valoriser le pétrole brut lourd et moyen de Saskatchewan, ce qui nous permettra de raffiner ces produits chez nous en Saskatchewan.

Dans ma propre ville de Swift Current, en Saskatchewan, au cours des trois premiers mois de cette année, on a déjà enregistré quatre fois plus de demandes de permis de construire que de toute l'année dernière. Il y a un projet de centre commercial dont on parle depuis des années qui se concrétise finalement, en dépit de la faiblesse des cours agricoles et pétroliers. On le réalise maintenant grâce aux faibles taux d'intérêt et à l'excellente politique économique du gouvernement.

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat. Voici ce que dit la première phrase de la motion dont nous sommes saisis:

Que la Chambre condamne le gouvernement pour avoir omis d'établir une stratégie de développement économique à long terme pour l'ouest du Canada qui permettrait, entre autres . . .